
Brésil : la gestion communautaire de la forêt et du cerrado, pour la défense des territoires et de la souveraineté alimentaire

Au Brésil, l'expulsion d'Indiens, de quilombolas (1) et de paysans de leurs territoires par les grands propriétaires agricoles et les entreprises existe depuis l'époque coloniale. Ce processus de 'déterritorialisation' a donné lieu à un taux de population urbaine qui frôle les 85 % et à l'une des distributions de terre les plus inégales au monde. Une autre conséquence de ce processus est la rupture des liens entre les communautés et leurs territoires et biomes. Beaucoup de nouvelles générations d'Indiens, de quilombolas ou de paysans ne peuvent déjà plus connaître et avoir un mode de vie basé sur la riche diversité de plantes et d'animaux dans certains des principaux biomes du pays, comme la Forêt Atlantique, la Forêt Amazonienne et le Cerrado, ou région de savane brésilienne.

Heureusement, les latifundistes n'ont pas toujours réussi à briser ces liens entre les communautés et leurs territoires. La résistance et la ténacité de plusieurs communautés ont été plus fortes ! En quête de liberté et d'un renversement du contexte de violences et de pertes, nombre d'Indiens, de quilombolas et de paysans ont résisté et se sont organisés pour lutter. En plus de chercher à reconquérir leurs territoires, ils ont aussi voulu montrer que l'utilisation et la gestion de ces territoires sont rattachées à la biodiversité locale et sont beaucoup plus bénéfiques pour les communautés, les économies locales et la nature que ladite « agriculture moderne ». Basée sur l'agroécologie et utilisant des systèmes agroforestiers, l'agriculture paysanne traditionnelle est d'ailleurs à cent mille lieues des immenses pâturages (généralement peu productifs) et des monocultures à grande échelle qui emploient des grosses quantités de poisons et engrais chimiques. Malheureusement, c'est ce qui prédomine aujourd'hui dans le paysage rural brésilien, avec une grande partie destinée à l'exportation. Cette agriculture dite « moderne » provoque la mort de beaucoup de monde à cause de l'utilisation intensive de poisons, sans oublier le facteur aggravant des semences transgéniques. D'un autre côté, l'agriculture des paysans, des Indiens et des quilombolas génère une souveraineté alimentaire et stimule la vie sur les territoires ; elle est responsable de 75 % de tous les aliments consommés par le peuple brésilien.

Nous citons quelques exemples de combats menés au Brésil (2) qui ont permis de garantir les droits territoriaux, de motiver les communautés impliquées et de servir d'exemples pour d'autres. Parallèlement à la lutte pour la terre, ces communautés ont mis en place une utilisation capable de générer vie et diversité, autonomie et souveraineté alimentaire, autosuffisance et revenu. Grâce à la gestion communautaire de leurs forêts, ces communautés ont réussi à donner plus de force à la résistance et à faire progresser la lutte pour le contrôle du territoire.

Il y a plus de 30 ans, une zone de plus d'un million d'hectares dans le nord de l'état de Minas Gerais a été occupée par des entreprises qui développent la monoculture d'eucalyptus pour la production de charbon, une source d'énergie pour les fonderies. Les entreprises étaient surtout intéressées par les zones planes connues sous le nom de chapadas. Ces terres étaient utilisées par les communautés traditionnelles de la région (les geraizeiras) pour le bétail et pour la cueillette de plusieurs fruits et plantes médicinales du Cerrado. Avec l'invasion de l'eucalyptus, les communautés ont dû se retrancher dans les vallées et elles ont vu se tarir leurs cours d'eau et sources. Chaque fois qu'elles tentaient de ramasser du bois dans les chapadas, elles étaient privées de la liberté d'aller et venir sur leur territoire, voire jugées hors-la-loi.

Motivées par les rencontres organisées par le Rede Alerta contra o Deserto Verde [Réseau Alerte contre le Désert Vert], plusieurs communautés du nord de l'état – dont les 130 familles de la communauté de Vereda Funda – se sont organisées pour récupérer leur territoire qui avait été loué par le gouvernement de l'état à la compagnie Companhia Florestaminas. Après la fin du contrat de location et encouragée par d'autres luttes, la communauté s'est mobilisée en 2005 et a réussi, avec le soutien de Via Campesina, à occuper à nouveau ses près de 5 000 hectares de territoire traditionnel.

C'est au prix de beaucoup de luttes, confrontations et poursuites que la communauté a repris le contrôle de la zone ; elle a fait pression sur le gouvernement de l'état de Minas Gerais pour qu'il la transfère à l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire (Incra) et établisse un assentamento [installation d'une communauté] agro-extractiviste. Chaque famille aura son propre lopin de terre en plus des zones collectives pour la production agro-extractiviste et le bétail. Avec le soutien du syndicat des ouvriers agricoles de Rio Pardo de Minas et du Centre d'Agriculture Alternative de Minas Gerais, la communauté a élaboré un plan de 'réoccupation' du territoire et une carte indiquant les lieux nécessitant une « réhabilitation » de la végétation et ceux destinés aux plantations. La récupération du territoire a donné un nouveau souffle vital à la communauté et en particulier aux membres les plus anciens, car le retrait des plantations d'eucalyptus a permis le retour des animaux sauvages et des cours d'eau. La liberté est l'une des principales reconquêtes de la communauté.

Aujourd'hui, des membres de la communauté de Vereda Funda recourent à des systèmes agroforestiers et ont recommencé à cultiver leurs aliments – maïs, haricot, manioc et autres cultures. Ils ont l'intention d'augmenter la production agroécologique d'aliments, qui ne sera pas dépendante de produits chimiques comme la monoculture d'eucalyptus. Participantes actives de la lutte, les femmes ont mis en place une production industrielle de confitures qui a permis de créer des emplois et de générer des revenus pour elles et leur famille.

Depuis la fin des années 1990, un projet de carbone forestier affecte fortement des dizaines de communautés traditionnelles, comme les Caiçaras (4) , les Indiens et les quilombolas, dans les communes d'Antonino et Guaraqueçaba. Ce projet est aujourd'hui considéré par le Service Forestier Brésilien comme l'une des « actions REDD qui donne de bons résultats ».

Mais ce projet de carbone, promu par l'ONG brésilienne de protection de la nature SPVS, a entraîné l'expulsion des communautés traditionnelles dans cette région où la Forêt Atlantique est la mieux conservée du Brésil. Or, une si bonne conservation est justement due à la présence des communautés qui ont toujours cherché à vivre en harmonie avec la forêt, avec des petites plantations pour nourrir les familles et des activités extractivistes qui préservent le milieu.

Le projet de SPVS, en partenariat avec l'ONG nord-américaine The Nature Conservancy (TNC), a accusé les communautés de détruire la forêt et les a interdit de pêcher, chasser, cultiver, etc. Plusieurs personnes ont été persécutées et arrêtées par la police qui travaille en collaboration avec SPVS. Mais dans la réalité, la déforestation a été provoquée par l'élevage à grande échelle de buffles par des propriétaires agricoles.

La communauté de Rio Pequeno s'est organisée avec l'aide du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST) et a occupé une zone utilisée par ses membres mais appartenant à un grand propriétaire agricole sur le point de la vendre à SPVS. Dans cette zone très abîmée par la déforestation, la communauté a tenu bon contre les assauts de la police et installé un système collectif agroforestier. Ce système est une réussite parce qu'il a permis de récupérer le territoire et de fournir des ressources aux familles de la communauté, qui ont produit des fruits et autres cultures pour leur alimentation personnelle et pour la vente dans la région. Aujourd'hui, la communauté produit pour un programme d'aliments du gouvernement fédéral qui fournit par exemple les écoles publiques de la région.

Cette expérience témoigne de la lutte contre les projets REED et de l'importance de s'organiser chaque fois plus pour défendre le droit des communautés à garder le contrôle de leurs territoires. Elle montre également qu'il est possible de bien vivre et de récupérer la terre pour garantir l'autonomie et la souveraineté alimentaire des communautés. L'objectif actuel est de créer un réseau solidaire entre toutes les communautés touchées par le projet REED dans la région et de consolider la résistance.

Région du Baixo Parnaíba, état du Maranhão : la lutte contre les plantations de biomasse de Suzano

Des dizaines de communautés traditionnelles de la région du Baixo Parnaíba ont vu au cours des dernières années leurs territoires envahis par l'entreprise Suzano, qui a déboisé et planté des eucalyptus sur les superficies planes de la région – une zone de transition entre le Cerrado et la forêt amazonienne dans le nord-est du pays. Suzano produit des granulés de bois qui sont destinés à l'exportation et envoyés dans les usines de production d'énergie de biomasse en Angleterre. En faisant cela, elle se vante de la production d'une « énergie renouvelable ».

Pourtant, la dévastation dont l'entreprise est responsable n'a rien de « renouvelable » : elle détruit des milliers d'arbres parmi lesquels le bacuri, symbole des communautés traditionnelles de la région qui en consomment les fruits. Sa pulpe est transformée en un jus délicieux et nutritif qui est une source importante de revenu pour la communauté car les centres urbains de l'état en raffolent. Son écorce ou sa semence permettent de produire des confiseries ou confitures. Les semences sont aussi utilisées dans la fabrication d'huile pour traiter les dermatoses, sans oublier les vertus anti-inflammatoires. Il s'agit d'un arbre mystérieux et attrayant qui est encore peu étudié, au même titre que le milieu ambiant du Cerrado du Baixo Parnaíba. À l'exemple du bacuri, le Cerrado impose son allure et son rythme aux êtres humains qui veulent jouir de son abondance. Les autochtones ont l'habitude d'attendre que les fruits tombent pour les ramasser. Celui qui les prend quand ils sont encore sur l'arbre est sûr d'obtenir moins de pulpe et de se retrouver sans fruits l'année suivante. C'est ainsi que les habitants des zones planes [chapadas] du Baixo Parnaíba apprennent les limites de la nature et, surtout, l'importance de les respecter.

Tout en ayant résisté à l'avancée de l'eucalyptus en barrant la route aux machines utilisées pour déboiser le Cerrado, les communautés ont développé des petits projets collectifs de gestion intensive du bacuri pour améliorer leurs revenus et fortifier la culture au moment où elle est menacée. Les membres de la communauté se plaignent du concept de productivité appliqué par les fonctionnaires de l'état, en général des agronomes, qui jugent très souvent le Cerrado « improductif ». Mais c'est sans compter sur les milliers de bacuris et péquias chargés de fruits précieux, sur le babassu et son huile excellente, les buritis à la base d'une délicieuse confiserie et les petites plantations où les habitants plantent un peu de tout : riz, haricot, maïs, manioc, citrouille, pastèque. Dans la vision dominante des fonctionnaires, la productivité est synonyme de grandes monocultures et d'un emploi massif d'engrais et d'agrotoxiques. Mais personne dans les communautés de la région ne mange d'eucalyptus ni de soja, l'autre monoculture à grande échelle.

Considérations finales

La gestion communautaire établie sur des systèmes agroforestiers – une tradition séculaire, indienne, sur le continent – montre que la diversité d'arbres, y compris fructifères, permet de récupérer et de conserver la terre, mais aussi de servir de base alimentaire à la famille et même aux économies locales tout au long de l'année. Les trois expériences supra citées valorisent une grande biodiversité et les valeurs fondamentales des biomes pour les communautés traditionnelles. En perfectionnant ces expériences dans la pratique pendant qu'elles luttent pour le territoire, ces communautés ont entre les mains une arme importante au milieu de ce combat inégal contre des

entreprises et des propriétaires agricoles qui sont tous, sans exception, soutenus par les gouvernements. Les sociétés et les gouvernements se doivent de reconnaître leurs pratiques en tant que stratégie viable pour affronter les multiples crises qui touchent actuellement l'humanité.

(1) Quilombolas : Descendants d'Africains qui ont été emmenés de force au Brésil, au temps des colonies, pour y exercer un travail esclave.

(2) Articles du bulletin et comptes rendus disponibles sur le site de WRM, avec davantage d'informations sur les expériences de ces communautés

(3) REDD : Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts

(4) Population traditionnelle qui vit sur le littoral du sud-est et du sud du pays.